

Bulletin du FMI

PRÉVISIONS DE CROISSANCE MONDIALE

La timide reprise mondiale dépend des progrès en Europe et aux États-Unis

Bulletin du FMI en ligne
16 juillet 2012



Usine à Uralati (Roumanie). Le léger tassement de la croissance prévu par le FMI dépendra des mesures prises en Europe (photo: Daniel Mihailescu/AFP)

- Le FMI revoit légèrement en baisse ses prévisions de croissance pour cette année et la prochaine
- Les risques pesant sur la stabilité financière ont augmenté au deuxième trimestre
- L'ajustement des finances publiques progresse comme prévu

La reprise mondiale déjà molle donne des signes de faiblesse, en raison principalement des problèmes financiers persistants en Europe et de la croissance moins forte que prévu des pays émergents, explique le FMI dans la mise à jour périodique des Perspectives de l'économie mondiale (PEM).

Le FMI a aussi publié le 16 juillet deux autres rapports. Selon la mise à jour du [Rapport sur la stabilité financière dans le monde](#) (GFSR), les risques pesant sur la stabilité financière se sont accrus au deuxième trimestre de 2012 en raison de la lenteur persistante de la reprise mondiale et des craintes concernant la qualité des actifs bancaires en Europe. D'après la dernière édition du [Moniteur des finances publiques](#), l'ajustement des finances publiques progresse comme prévu tant dans les pays avancés que dans les pays émergents.

D'après les projections de la dernière édition des [Perspectives de l'économie mondiale](#), le taux de croissance de l'économie mondiale sera cette année de 3,5 %, soit 0,1 point de moins que prévu en avril, et de 3,9 % en 2013, soit un recul de 0,2 point (voir tableau).

Risques pesant sur la reprise

De graves risques pèsent encore sur l'économie mondiale, a déclaré Olivier Blanchard, Conseiller économique du FMI et Directeur du Département des études, qui établit le rapport sur les Perspectives de l'économie mondiale.

Le FMI souligne que la révision en baisse relativement minimale des perspectives mondiales selon le scénario de référence se fonde sur trois hypothèses importantes :

- des mesures appropriées seront prises à la «périphérie» de la zone euro, qui comprend la Grèce et l'Espagne, pour que la situation financière s'améliore progressivement jusqu'à la fin de 2013;
- la politique budgétaire ne sera pas sensiblement resserrée en 2013;

- certains grands pays émergents feront le nécessaire pour promouvoir une croissance en progression régulière.

Pour le FMI, le risque le plus immédiat qui pèse sur la reprise mondiale est que la crise de la zone s'aggrave en raison de la lenteur ou de l'insuffisance des mesures correctrices. «Pour tout dire, les pays périphériques de la zone euro doivent réussir», a déclaré M. Blanchard. Les accords conclus au sommet européen du 28 juin constituent un pas dans la bonne direction, lit-on dans le rapport. Les mesures décidées devrait aider à «rompre le cercle vicieux entre les États et les banques et à établir une union bancaire». Mais la récente dégradation des marchés de la dette souveraine montre combien il est primordial que ces mesures soient mises en œuvre sans retard et que de nouveaux progrès soient accomplis dans la voie de l'union bancaire et budgétaire.

L'autre éventualité évoquée dans la mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale est une panne de la croissance aux États-Unis, due à un resserrement excessif de la politique budgétaire causée par l'impasse politique. À l'extrême, si les décideurs n'arrivent pas à s'entendre pour reconduire certaines réductions d'impôts qui doivent prendre fin et inverser les coupes automatiques des dépenses fédérales, la compression budgétaire pourrait se chiffrer à plus de 4 % du PIB en 2013. Ce précipice budgétaire ferait chuter à pic la croissance américaine, ce qui ne manquerait pas d'avoir des retombées considérables sur le reste du monde. En outre, si les États-Unis ne s'attachent pas sans tarder à relever le plafond de la dette fédérale, le risque de bouleversement des marchés financiers et de perte de confiance des consommateurs et des entreprises s'aggraverait.

La croissance a ralenti dans un certain nombre de grands pays émergents, en particulier au Brésil, en Chine et en Inde. Cela tient à la fois à l'affaiblissement de la conjoncture extérieure et à la nette décélération de la demande intérieure, du fait des contraintes de capacité et du resserrement de la politique économique. Dans l'ensemble, cependant, les pays émergents ont bien survécu à la crise.

Contrairement aux tendances observées dans le reste du monde, la croissance se raffermira au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, où les principaux pays exportateurs de pétrole continuent à accroître leur production et stimulent la demande intérieure, cependant que l'activité repart en Libye après les troubles de 2011. L'Afrique subsaharienne, qui est restée à l'abri des chocs financiers extérieurs, devrait aussi connaître une croissance relativement robuste en 2012–13.

Risques financiers en hausse

Les risques qui pèsent sur la stabilité financière se sont accrus depuis l'édition d'avril du GFSR, car la reprise mondiale est encore hésitante et les craintes concernant la qualité des actifs bancaires en Europe continuent à semer le trouble sur les marchés financiers, explique le FMI dans la dernière mise à jour du rapport. Nombre des mêmes problèmes en Europe et aux États-Unis qui sont décrits dans le rapport sur les Perspectives de l'économie mondiale comme des menaces pour la croissance mondiale pourraient, selon le GFSR, poser des risques pour la stabilité financière et miner la confiance des marchés financiers.

La mise à jour du GFSR fait état des résultats du sommet européen, où il a été convenu de créer une union bancaire européenne qui permettra de rompre le cercle vicieux entre les

États et les banques. Le rapport souligne que les décisions visant l'établissement d'un organe de contrôle bancaire unique et l'injection directe de capitaux dans les banques à l'aide du fonds de secours, nommé Mécanisme européen de stabilité sont des étapes importantes pour faire face à la crise immédiate, mais qu'il faut faire davantage.

«Les mesures décidées par les dirigeants européens constituent un pas important pour donner à l'union monétaire une assise plus solide», a déclaré José Viñals, Conseiller financier du FMI et Directeur du Département des marchés monétaires et de capitaux, qui a établi le GFSR.

Le FMI précise que les dirigeants doivent prendre d'autres mesures pour renforcer la confiance dans les progrès déjà réalisés. À court terme, il faut qu'ils dissipent les incertitudes quant à la qualité des actifs bancaires et appuient le renforcement des bilans des banques par voie de recapitalisation, de restructuration ou de règlement des défaillances. Les pays doivent aussi honorer leurs précédents engagements concernant le renforcement des finances publiques et la mise en œuvre de réformes structurelles.

Ces mesures doivent être complétées par de nouvelles avancées dans la voie d'une union bancaire à part entière et d'un approfondissement de l'intégration budgétaire. Pour ce qui est de l'union bancaire, il faut adjoindre à l'organe de contrôle un système paneuropéen de garantie des dépôts et un mécanisme de traitement des défaillances bancaires assorti de garanties communes.

D'après le GFSR, si une solution n'est pas trouvée aux États-Unis pour éviter le précipice budgétaire, la dette américaine pourrait être encore déclassée, ce qui aurait un impact négatif sur la confiance des marchés financiers.

Les pays émergents sont confrontés à des difficultés tant internes qu'externes, peut-on lire dans la mise à jour du GFSR. Sur le plan interne, les décideurs font face à une croissance en perte de vitesse et aux conséquences de la très forte expansion du crédit qui s'est produite ces dernières années. Beaucoup de pays émergents sont aussi en butte à la volatilité des flux de capitaux et à l'inquiétude que suscite une dépréciation rapide. Certains ont encore suffisamment de marge de détente monétaire pour parer à de gros chocs internes ou externes, tandis que la relance budgétaire reste une deuxième ligne de défense. Le GFSR avertit qu'une vaste relance du crédit induite par la politique gouvernementale pourrait nourrir les craintes concernant la qualité des actifs et risquerait de saper la croissance du PIB et la stabilité financière dans les années à venir.

Ajustements budgétaires en bonne voie

Par ailleurs, la mise à jour du Moniteur des finances publiques indique que l'ajustement des finances publiques progresse généralement comme prévu dans les pays avancés et émergents. D'après les prévisions, les déficits budgétaires des pays avancés diminueront d'environ 0,75 % du PIB cette année et d'environ 1 % du PIB en 2013, soit un rythme qui concilie deux objectifs : le rétablissement de la viabilité des finances publiques et le soutien de la croissance. Dans la plupart des pays émergents, les déficits devraient demeurer à peu près inchangés en 2012–13, ce qui dénote un rythme d'ajustement un peu plus lent que prévu précédemment, qui semble approprié compte tenu de la situation budgétaire généralement plus solide de ces pays et des risques qui pèsent sur l'économie mondiale.

Le FMI pointe cependant quelques points noirs. «Le choix d'objectifs de déficits nominaux pourrait déboucher sur une compression excessive si la croissance fléchit dans les pays avancés», explique Carlo Cottarelli, Directeur du Département des finances publiques, qui rédige le Moniteur des finances publiques. «Pour les pays qui en ont la possibilité, il serait préférable de se concentrer plutôt sur les mesures à prendre pour améliorer les finances publiques».

Tant l'Espagne que l'Italie vont sensiblement réduire leurs déficits au cours des deux prochaines années afin de regagner la confiance des marchés, indique le FMI. Dans les trois pays de la zone euro qui mettent en œuvre des programmes soutenus par des prêts de l'Union européenne et du FMI — Grèce, Irlande et Portugal — l'ajustement suit son cours, mais la récente dégradation du climat politique et économique en Grèce doit mettre en garde contre l'éventualité d'un accès de «lassitude de l'ajustement fatigüe», qui continue à faire planer une menace sur la poursuite des réformes, peut-on lire dans le Moniteur des finances publiques.

Dernières projections du FMI

L'économie mondiale devrait connaître une croissance modérée l'an prochain.
(variation en pourcentage)

	Projections				Différence par rapport aux projections d'avril 2012	
	2010	2011	2012	2013	2012	2013
Production mondiale	5,3	3,9	3,5	3,9	-0,1	-0,2
Pays avancés	3,2	1,6	1,4	1,9	0,0	-0,2
États-Unis	3,0	1,7	2,0	2,3	-0,1	-0,1
Zone euro	1,9	1,5	-0,3	0,7	0,0	-0,2
Allemagne	3,6	3,1	1,0	1,4	0,4	-0,1
France	1,7	1,7	0,3	0,8	-0,1	-0,2
Italie	1,8	0,4	-1,9	-0,3	0,0	0,0
Espagne	-0,1	0,7	-1,5	-0,6	0,4	-0,7
Japon	4,4	-0,7	2,4	1,5	0,4	-0,2
Royaume-Uni	2,1	0,7	0,2	1,4	-0,6	-0,6
Canada	3,2	2,4	2,1	2,2	0,1	0,0
Autres pays avancés	5,8	3,2	2,4	3,4	-0,2	-0,1
Nouvelles économies industrielles d'Asie	8,5	4,0	2,7	4,2	-0,6	0,0
Pays émergents et en développement	7,5	6,2	5,6	5,9	-0,1	-0,2
Europe centrale et orientale	4,5	5,3	1,9	2,8	0,0	-0,1
Communauté des États indépendants	4,8	4,9	4,1	4,1	0,0	-0,1
Russie	4,3	4,3	4,0	3,9	0,0	-0,1
Russie non comprise	6,0	6,2	4,5	4,5	-0,1	-0,1
Asie, pays en développement d'	9,7	7,8	7,1	7,5	-0,3	-0,4
Chine	10,4	9,2	8,0	8,5	-0,2	-0,3
Inde	10,8	7,1	6,1	6,5	-0,7	-0,7
ASEAN-5 ¹	7,0	4,5	5,4	6,1	0,0	-0,1
Amérique latine et Caraïbes	6,2	4,5	3,4	4,2	-0,3	0,1
Brésil	7,5	2,7	2,5	4,6	-0,6	0,5
Mexique	5,6	3,9	3,9	3,6	0,3	0,0
Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN)	5,0	3,5	5,5	3,7	1,3	0,0
Afrique subsaharienne	5,3	5,2	5,4	5,3	-0,1	0,0
Afrique du Sud	2,9	3,1	2,6	3,3	-0,1	-0,1

Source : FMI, *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale*, juillet 2012.

¹Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Vietnam.